

Rawabi, ville symbole d'un futur Etat palestinien

Depuis deux ans, l'économie palestinienne connaît un coup de fouet, grâce à l'aide étrangère. L'an dernier, la Cisjordanie a enregistré une croissance de plus de 10 %

RAMALLAH
De notre correspondant

Les engins de chantier s'activent au sommet d'une colline pelée de Cisjordanie. Les travaux de terrassement ressemblent à s'y méprendre aux fondations d'une nouvelle colonie israélienne. C'est pourtant une ville palestinienne qui va sortir de terre. «D'ordinaire, les habitants des environs ont l'habitude de voir des bulldozers construire une colonie, s'amuse Bachar Al Masri, le directeur de la société d'investissement Al-Bayti, à l'origine du projet. J'ai demandé que tous les engins portent un drapeau palestinien. Il est temps pour nous de construire nos villes.»

Baptisée Rawabi, cette ville nouvelle planifiée comme une banlieue américaine avec un centre piétonnier, des bureaux et des galeries marchandes pourra à



Les colonies israéliennes qui découpent la Cisjordanie ne figurent pas sur cette carte.

terme accueillir jusqu'à 40 000 habitants. Un projet de 345 millions d'euros, financé en grande partie par des investisseurs du Qatar. La construction a reçu le soutien de l'Autorité palestinienne et le feu vert des Israéliens.

Pour le choix du terrain, les promoteurs ont dû jongler avec un territoire morcelé entre les zones sous administration palestinienne et celles qui relèvent toujours du contrôle israélien. L'achat des terres a mobilisé à lui seul une équipe de douze personnes pendant plus de deux ans. «Nous avons acheté le terrain à plus de 3 000 propriétaires différents qui vivent en Europe, aux États-Unis, au Mexique, en Arabie saoudite, partout dans le monde! Un vrai condensé de l'histoire des Palestiniens.»

Rawabi fait partie de ces projets emblématiques censés favoriser

la création d'un État palestinien. Alors que les villes traditionnelles comme Ramallah ploient sous le poids de la démographie, la classe moyenne palestinienne cherche à fuir les centres-villes engorgés. À Rawabi, les unités de logement se vendent déjà, sur plan, à un bon rythme. «Il manque environ 200 000 logements en Cisjordanie. Rawabi va permettre d'en fournir 5 000 ou 6 000 sur trois ans, mais il faudra encore des dizaines de Rawabi dans les Territoires palestiniens», constate George Rafidi, le directeur des ventes du projet.

Depuis deux ans, l'économie palestinienne connaît un coup de fouet. L'an dernier, à l'heure de la crise financière, la croissance affichait un enviable 7 % dans les Territoires palestiniens et sans doute plus de 10 % pour la seule Cisjordanie.

À Ramallah, les nouveaux bâtiments sortent de terre à un rythme soutenu. Des cafés, des restaurants ouvrent régulièrement. À Naplouse et Hébron, les deux grands centres commerçants de Cisjordanie, l'armée israélienne a desserré son étau. Les contrôles aux barrages sont moins sévères.

Un contraste saisissant avec les champs de ruines laissés à Gaza par l'opération israélienne «Plomb durci» et le blocus imposé au territoire administré par les islamistes du Hamas. L'embellie est largement attribuée à Salam Fayyad, nommé premier ministre, en juin 2007, par le président Abbas. Sous son impulsion, les comptes de l'Autorité palestinienne ont été assainis et la

fonction publique, pléthorique, amaigrie.

«L'Autorité palestinienne est la seule entité qui a diminué son déficit de cinq points en si peu de temps. Ce qui a été accompli par ce non-État est exceptionnel», s'enthousiasme Pierre Duquesne, le représentant de la France à la conférence des donateurs pour les Territoires palestiniens. Salam Fayyad, le chouchou de la communauté internationale, a aussi battu le rappel des donateurs. Quatre milliards d'euros d'aide ont été injectés dans l'économie palestinienne ces deux dernières années.

« J'ai demandé que tous les engins portent un drapeau palestinien. Il est temps pour nous de construire nos villes. »

Cette éclaircie économique reste néanmoins fragile. La situation politique demeure dans l'impasse. À l'image de la route d'accès vers le chantier de Rawabi. Une portion de route de 2,8 km est toujours sous contrôle israélien. Les autorités israéliennes refusent de céder aux Palestiniens ces quelques hectomètres de bitume parce qu'ils longent la colonie d'Ataret. Sans route, le passage vers la ville modèle palestinienne pourra être coupé à tout moment, selon le bon vouloir de l'armée israélienne.

KARIM LEBHOUR